

parents sont exactement dans la même situation que leurs enfants. Ils sont obligés de se chercher du travail de manœuvres et quand l'économie ralentit les premiers emplois à sauter sont ceux-là.

• (5.20 p.m.)

Une autre conséquence, c'est que les jeunes ménages sont incapables d'acheter leur propre maison. Ils sont forcés de vivre à loyer dans des sous-sols, dans des taudis qui seraient condamnés si nous avions une politique de salubrité du logement. Résultat: peu de nos jeunes auront jamais la possibilité de posséder une maison et d'élever une famille convenablement.

Il y a un autre aspect plus grave encore que l'argent ou l'éducation, et c'est l'attitude de nos jeunes Canadiens. Comment peuvent-ils avoir confiance en un gouvernement, une église, un système d'éducation, en notre politique économique, tout notre mode de vie, nos institutions sociales, notre appareil politique, quand ils n'ont aucune possibilité d'épanouissement? On leur a répété à l'école pendant des années les avantages de l'instruction. On leur disait que l'instruction est rentable, que c'est l'affaire de tout le monde d'apprendre à s'adapter au changement, de s'instruire pour s'enrichir. Ensuite, ils quittent l'école et s'insèrent dans une société où ils n'ont pas la moindre chance de trouver un emploi, ou, comme on l'a dit, ils ont autant de chance qu'une glace au soleil. Ils ne peuvent s'adresser nulle part pour chercher un emploi. Les prestations sociales, quand ils y ont droit, sont insuffisantes. Quelle doit être la désillusion de ces jeunes Canadiens devant la perspective d'un des hivers les plus difficiles de l'histoire de notre pays.

On peut s'imaginer l'effet de cet état de choses sur la mentalité de notre jeunesse. On m'a cité le cas de quelqu'un qui, de l'aveu de ses propres parents, a été littéralement forcé au vol, à commettre un délit pour lequel il a reçu une lourde sentence, principalement parce qu'il était chômeur depuis des mois. Ce jeune de 18 ans devait occuper une certaine position parmi les jeunes de son âge, au sein d'une société qui attend de lui qu'il ait au moins l'occasion de se gagner un dollar, peut-être d'aller au cinéma, et qu'il ait une certaine place parmi ses semblables. Les députés connaissent l'importance que revêt le groupe pour un jeune, à quelque moment de son adolescence que ce soit. Ainsi, devant l'attitude de nos jeunes envers la libre entreprise et l'initiative personnelle, comment pouvons-nous nous attendre à ce qu'ils affrontent une société qui les a déçus après quelques années, une société qui ne leur a pas permis de tendre, avec optimisme et dynamisme, à l'édification d'une jeune nation canadienne aux ressources quasi illimitées? Comment nous attendre à ce qu'ils aient la même optique que nos ancêtres ont dû avoir lorsqu'ils sont venus pour défricher ce merveilleux pays qu'est le Canada?

Dans une certaine mesure, j'ai peur de ce genre d'attitude. La sorte de malaise social qui se fait sentir dans tout le Canada, aujourd'hui, est en bonne part attribuable au problème économique qui assaille les jeunes Canadiens. Ainsi que l'a déclaré le député de Vegreville (M. Mazankowski), il ne s'agit pas de conscrits réfractaires, de briseurs d'ordinateurs, de poseurs de bombes, de radi-

caux ou d'extrémistes, mais bien de la masse des jeunes Canadiens de toutes les provinces qui font face à un avenir sombre, dont 43 p. 100 de plus qu'en novembre 1969 étaient sans emploi en novembre 1970.

Qu'a trouvé à dire à ce sujet cet arrogant ministre qui nous a été exporté d'une province de l'Ouest? Je crois comprendre de certaines observations du premier ministre Thatcher, citées dans le *Globe and Mail*, la semaine dernière, qu'il ne sera plus exporté à la suite des prochaines élections, ce qui réjouira beaucoup les jeunes Canadiens car ils ne veulent pas de ce genre de représentant à la Chambre. Je me demande ce que penseraient nos jeunes, aujourd'hui, s'ils étaient ici pour entendre ce ministre arrogant et effronté qui s'est carré dans son fauteuil d'un air très suffisant. Stupidité, prud'hommerie, hypocrisie—les mots me manquent pour décrire son attitude enflée, snob, arrogante. Nombre de jeunes coqs de ma connaissance lui donneraient probablement un vigoureux coup de pied là où ça fait le plus mal. Veuillez excuser mon franc-parler, monsieur l'Orateur.

Ce qui me préoccupe le plus, monsieur l'Orateur, ce n'est pas l'attitude du ministre, mais le fait qu'elle reflète celle de l'ensemble du gouvernement. Il a la haute main sur tout. Il dirige l'économie. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a mentionné l'attitude mécanique du gouvernement envers l'économie. Il l'a assujettie, en freine l'impulsion et combat l'inflation en aggravant le chômage. Il dévoilera ensuite ses gros atouts, fera jouer sa puissance économique, réglera les problèmes et deviendra le héros politique du pays. C'est peut-être ce que projette le gouvernement. La misère humaine, la souffrance et le désenchantement n'entrent pas dans les projets du gouvernement, n'entrent pas du tout en ligne de compte. C'est peut-être ce qui se passe, je l'ignore. J'observe le ministre des Transports (M. Jamieson), le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Lang) et le premier ministre (M. Trudeau) mais je n'ai jamais vu une telle suffisance, une attitude aussi arrogante. Ils ne respectent nullement l'opposition. Ils ne croient pas que les députés de l'opposition soient intelligents, mais ils pensent avoir un esprit supérieur et connaître toutes les solutions. Nous ne pouvons même pas faire comprendre à ces gens qu'il existe un problème critique de chômage, notamment parmi les jeunes.

Franchement, monsieur l'Orateur, je doute qu'on puisse résoudre le problème du chômage, à l'heure actuelle. Je doute qu'on puisse adopter aujourd'hui un programme apte à résoudre le problème qui se pose au pays, surtout pour ce qui est des jeunes et des personnes âgées. D'autre part, j'aurais cru que le gouvernement aurait compris pourquoi nous soulignons depuis déjà deux ans les dangers d'une politique créatrice de chômage. Le premier ministre lui-même a parlé de créer du chômage. Nous en avons souligné les dangers croyant que le gouvernement garderait en réserve au moins quelques mesures d'urgence qui lui permettraient d'attaquer le problème créé par ses propres politiques. Mais nous nous sommes trompés.

L'autre jour j'ai proposé une motion à la Chambre qui ressemblait beaucoup, au fond, à l'amendement proposé